

Questionnaire pour sondage ouvert

BIENVENUE au questionnaire de sondage ouvert du HCDH pour les parties intéressées sur les mécanismes non judiciaires basés sur l'État qui concernent le respect des droits de l'homme par les entreprises («MNJ de l'État»). **MERCI** de prendre le temps de compléter ce court sondage. Ce sondage est ouvert à toutes les parties intéressées. Votre contribution est un élément essentiel de notre exercice de collecte d'informations pour le projet du HCDH sur Responsabilité et Recours sur les mécanismes non judiciaires relevant de l'Etat (« ARP II»), mandaté par la [résolution 32/10](#) du Conseil des droits de l'homme. L'information fournie sera agrégée pour ensuite refléter les contributions des parties intéressées et de la répartition géographique des participations. Les réponses fournies ne seront pas rendues publiques et les noms des répondants individuels resteront confidentiels. Le questionnaire est aussi disponible sur le site web suivant: <http://tiny.cc/ARP2opq>. La date limite pour envoyer le sondage est le **15 septembre 2017**.

Veuillez trouver sept questions ci-dessous, accompagnées de quelques notes d'orientation.

Nous apprécions toute contribution et vous pouvez répondre à quelques questions ou autant de questions que vous le souhaitez.

Q1. Sur quel État souhaiteriez-vous fournir des informations ?

Q2. Si une personne souhaite porter plainte ou résoudre un différend sur des activités commerciales ayant eu un impact négatif sur leurs droits de l'homme, quels types d'institutions ou d'agences de l'Etat **autres que les mécanismes judiciaires** (c'est-à-dire les tribunaux) pourraient-ils aborder ?

Note: Les MNJ de l'Etat peuvent être pertinents pour le respect des droits de l'homme même si leurs activités ne sont pas explicitement définies en termes de droits de l'homme. Par conséquent, en répondant à cette question, vous pourriez envisager des institutions ou des organismes d'État qui pourraient être utiles pour résoudre les plaintes concernant les violations relevant des :

- droits du travail ;
- droits du consommateur ;
- droits de l'environnement ;
- droits de vie privée ;
- normes de sécurité publique ;
- normes de service au public ;
- les procédures de décision (par exemple en ce qui concerne les octrois de licences par les organismes de réglementation nationaux, les approbations de développement, etc.) ; ou
- les droits des personnes à consulter et à informer sur les activités commerciales ou les plans.

Q3. Pour chaque MNJ relevant de l'Etat que vous avez identifié en Q2, veuillez nous fournir des informations sur

- a) comment initier le dépôt de plainte et les étapes de la procédure pour résoudre un différend ?
- b) les pouvoirs des mécanismes pertinents à i) récupérer les données et le matériel pertinents et/ou ii) à mener des enquêtes sous sa propre initiative ; et
- c) les différents types de réparation qu'il peut offrir aux personnes dont les droits de l'homme ont été impactés de manière négative par les activités d'entreprise.

Q4 : Est-ce que les mécanismes ou institutions que vous avez identifiés ont le pouvoir de recevoir plaintes ou résoudre différends relevant d'incidences négatives sur les droits de l'homme relevant d'activités d'entreprises dans **d'autres** pays ? Si oui, lesquel(le)s ?

Q5 : Veuillez fournir des informations sur votre propre expérience avec les MNJ relevant de l'Etat (c'est-à-dire, institutions étatiques ou agences autres que les tribunaux) quant aux réclamations concernant des atteintes aux droits de l'homme commises par les entreprises.

Note: Nous serions particulièrement intéressés à connaître plus sur :

- le **contexte** de votre plainte ou votre différend ;
- les **facteurs qui ont influencé vos** choix quant à la meilleure façon de résoudre votre plainte ou votre différend (par exemple, les coûts, l'emplacement, les ressources dont vous disposez, les besoins de confidentialité et les remèdes que le mécanisme pourrait offrir) ;
- les **résultats** éventuels (c'est-à-dire, quels remèdes avez-vous obtenus? Avez-vous atteint le résultat que vous attendiez? Combien de temps a-t-il fallu pour obtenir une décision?)

Q6 : Veuillez fournir des commentaires, informations ou suggestions sur :

- a) la disponibilité, la performance ou l'efficacité du MNJ relevant de l'Etat comme moyen pour résoudre une plainte ou un différend relevant de l'entreprise et droits de l'Homme ;
- b) les mesures en place pour faciliter l'accès aux personnes en risque de vulnérabilité ou marginalisation ou qui ont des capacités financières réduites ;
- c) les mesures en place pour assurer la sécurité des personnes qui risquent de subir des menaces, des actes d'intimidation ou autres formes de représailles
- d) comment ces MNJ relevant de l'Etat pourraient être améliorés.

Q7: Accepteriez-vous d'être contacté, si nécessaire, à des fins de recherche ?

Si c'est le cas, veuillez compléter le formulaire ci-dessous :

Nom de l'intéressé : _____

Type d'intéressé (Etat, agence gouvernementale, ONG, entreprise commercial, autre) :

Coordonneés :

e-mail: _____

téléphone : _____

Skype : _____